

20250207 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/62701/france--les-associations-s'inquiètent-de-la-suppression-de-6-500-places-d'hébergement-pour-demandeurs-d'asile>

Actualités



Le CEDRE, un centre pour migrants, réfugiés, demandeurs d'asile et sans-papiers dans le nord de Paris, accueille des milliers de migrants chaque année (archives). Crédit : InfoMigrants

France : les associations s'inquiètent de la suppression de 6 500 places d'hébergement pour demandeurs d'asile

Par [RFI](#) Publié le : 07/02/2025

En France, la crainte des associations qui accompagnent les demandeurs d'asile s'est confirmée jeudi 6 février. Le budget 2025, adopté par le Parlement, prévoit la suppression de 6 500 places d'hébergement pour les personnes en attente d'une protection. Une coupe budgétaire qui risque de gonfler encore davantage le nombre de migrants à la rue et qui aura des répercussions économiques dans l'hébergement d'urgence classique.

En France, quand une personne demande l'asile, elle a droit à un toit pendant l'instruction de son dossier. C'est sur ce dispositif national d'accueil que le gouvernement veut faire des économies. Le nouveau budget, adopté par l'Assemblée nationale jeudi 6 février, prévoit en effet la suppression de 6 500 places d'hébergement pour les demandeurs d'asile. Une décision qui inquiète les associations.

"Là, vous dites sciemment que vous laissez les personnes en demande d'asile, à la rue", s'indigne Nathalie Latour de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), qui regroupe plus de 900 associations et organismes.

Autant de personnes qui seront contraintes d'appeler le 115, le numéro d'hébergement d'urgence accessible à tous mais complètement saturé. "Au bout d'un moment, il va y avoir tellement d'enfants, tellement de femmes à la rue, que l'on va rallonger de cinq ou dix millions sur des places de très mauvaise qualité. On a vraiment l'impression qu'on détricote des choses qui vont nous coûter beaucoup plus cher derrière", poursuit Nathalie Latour.

157 947 demandes d'asile déposées en 2024

Dans un communiqué, France terre d'asile a également exprimé son inquiétude : "Cette décision, qui risque de conduire 6 500 demandeurs d'asile au sans-abris alors que 40 000 à 70 000 personnes en demande d'asile n'ont toujours pas accès à un hébergement adapté en France, est incompréhensible", dénonce l'association, qui gère 34 centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) soit quelque 5 000 places.

"Commencer ou terminer sa demande d'asile à la rue constitue un traumatisme supplémentaire pour des personnes déjà confrontées à des parcours migratoires souvent tragiques", continue l'association.

En 2024, 157 947 demandes d'asile ont été déposées, selon les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur.

"Le gouvernement fait le choix d'économiser sur les plus vulnérables, sans tenir compte des effets dramatiques de ces décisions sur leur capacité à s'intégrer et à reconstruire leur vie", déplore encore France terre d'asile.

Les justifications de cette coupe budgétaire sont des demandes traitées plus rapidement que les années précédentes, et une légère baisse des demandes d'asiles en 2024. Pourtant, 30 à 40 % des candidats au statut de réfugié n'ont pas accès à l'hébergement auquel ils ont droit.